

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

7 octobre

1975

1.50 F

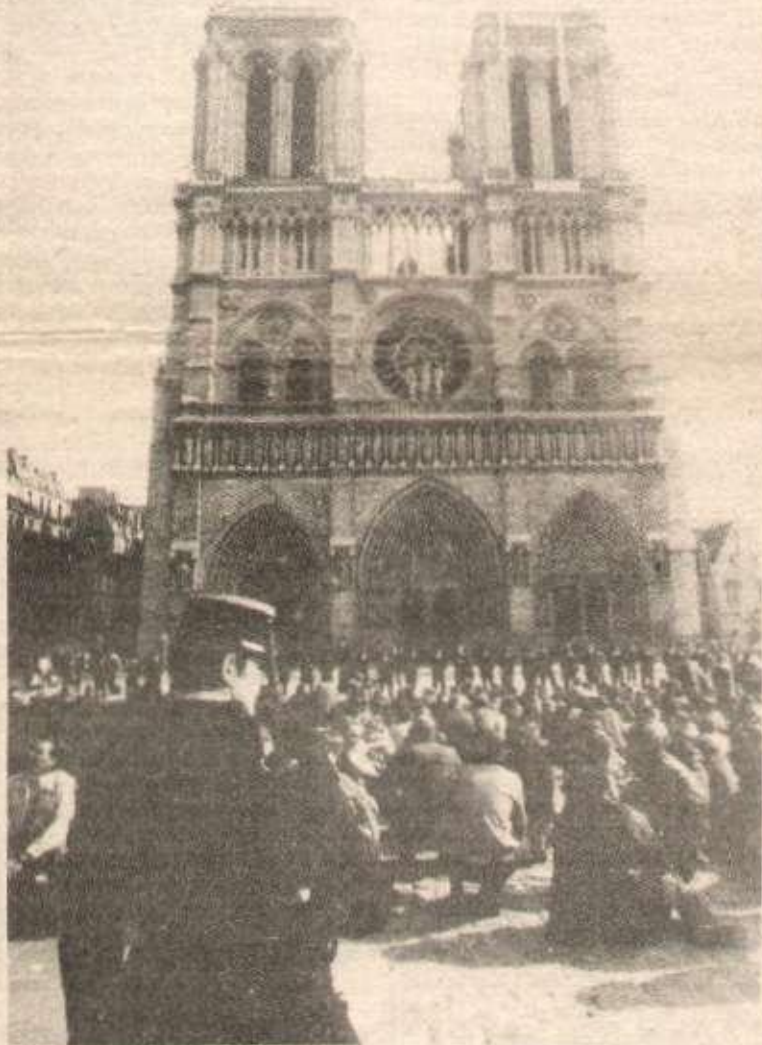
N° 7
B.P. 225 75 924 PARIS CEDEX 19

Directeur de publication :
Y. CHEVET

distribué par les N.M.P.P.
imp. Roto Nation

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

PARISIEN LIBERE occupation surprise de Notre Dame



La surprise était totale. Très vite, les banderoles étaient déployées, les premiers mots d'ordre étaient lancés. Il était 10 H 30. 200 travailleurs du Parisien Libéré, en lutte depuis huit mois, occupaient les tours de Notre-Dame à Paris. Sur le parvis, plusieurs centaines d'ouvriers du livre répondaient en écho : « Non, non, aux licenciements » et à l'arrivée d'un peloton de gardes mobiles : « Han, deux - Han, deux... » et puis « Non, non à la répression ». Dans l'après-midi, les travailleurs évacuaient les tours. « On est passé à la télé, c'est ce qu'on voulait, empêcher que notre lutte soit étouffée », nous disait un ouvrier du Livre. Après 218 jours de lutte, il s'agissait pour les travailleurs du Parisien Libéré de populariser largement leur grève, de renforcer le soutien alors que la bourgeoisie cherche à briser leur lutte.

reformé de l'entreprise : ce qu' en pensent les travailleurs

REPORTAGE A
PEUGEOT MULHOUSE

Il n'est pas de semaines où la propagande bourgeoise ne nous rabatte les oreilles avec la «réforme de l'entreprise», le rapport Sudreau. La bourgeoisie, à l'entendre, serait disposée à examiner sérieusement les conditions de travail faites à la classe ouvrière. Et de se surpasser en slogans tous plus prometteurs d'avant garde, «une usine de laboratoire» où les expériences avancées dans l'amélioration des conditions de travail sont en cours. Qu'en est-il ? Pour le savoir, nous sommes allés voir sur le terrain ce qu'en pensaient les principaux intéressés, les travailleurs.

Dans sa campagne actuelle, la bourgeoisie présente Peugeot, à Mulhouse, comme un modèle de travailleurs.

suite page 5

DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ET LES CAMPES DE REFUGIES AU LIBAN

REPORTAGE DE
JEAN PAUL GAY

« Les derniers événements ont mis en pleine lumière le vrai visage des Kataëb. Ils sont contre tout ce qui est pauvre. Ici, ils ont attaqué tous les pauvres, chrétiens aussi bien que musulmans. » Fin août, dans le quartier de la Quarantaine, à proximité du port de Beyrouth, le responsable du Fath pour les palestiniens de ce secteur, nous faisait constater les dégâts causés par les attaques répétées des phalanges d'extrême droite de Pierre Gemayel.

La Quarantaine, c'est un ghetto de misères : beaucoup de petites maisons en tôles formant bidonville, un dédale de ruelles pleines d'humidité, sans égout, où règnent des ordures pestilentielles. Ici, sont rejetées les ordures du port tandis que des usines empoisonnent l'atmosphère. Epidémies, mortalité infantile très grande sont le lot quotidien. L'État libanais refuse



Le camp des jeunes Palestiniens, près de Damas, en août 1975. Venus de tous les pays où ils sont réfugiés.

d'envoyer des médecins et de construire un hôpital, seule fonctionne une clinique du Fath, encore trop petite pour répondre aux besoins. Quant à la scolarisation, elle est quasi-nulle et 3 habitants sur 4 ne savent ni lire, ni écrire.

Ils sont près de 40 000, hommes et femmes, libanais, palestiniens, syriens, etc. à vivre dans ces conditions. Beaucoup viennent du sud où ils étaient paysans. Les salaires misérables d'ouvriers agricoles, les expropriations par la Régie des Tabacs et les gros propriétaires, tel Joseph Chader (bras droit de Pierre Gemayel) qui vient de s'approprier un immense domaine près de la frontière palestinienne, tout cela ajouté aux attaques israéliennes quotidiennes, repoussant chaque année un nombre un peu plus grand de familles paysannes vers Beyrouth.

Ceux qui se sont installés à la Quarantaine ont construit eux-mêmes leur maison, dans la mesure où le permettaient leurs ressources qui sont très inférieures au minimum vital. Ici, lorsqu'on n'est pas chômeur, on travaille fréquemment onze heures par jour pour à peine 12 livres libanaises, et la situation est de plus en plus précaire avec la flambée des prix, surtout depuis un an. A Chiah, un autre quartier de Beyrouth peuplé de paysans venus du sud, on revendique l'application immédiate du salaire mensuel minimum de 275 livres libanaises «prévu» par le gouvernement, mais des habitants nous ont dit que les loyers pour une simple chambre avec quelques commodités, atteignaient fréquemment 250 livres par mois. Le terrain, objet de spéculations, appartient aux gros capitalistes.

suite page 8

parlement : LE DEBAT SUR LA REFORME FONCIERE

page 4

la vie du journal

pour que vive et se développe le Quotidien du Peuple ...



La parution du Quotidien a demandé beaucoup d'efforts. Il fallait qu'il existe. Il existe grâce à vous. Maintenant, il s'agit qu'il vive. Et il ne peut pas vivre sans se développer et s'améliorer sans cesse. C'est une nécessité de la lutte, et toutes vos lettres en témoignent. Pour cela, il faut de l'argent, il s'agit en effet :

-d'assurer d'abord une parution sans à coups, éviter tout retard dans l'acheminement, et donner à la bourgeoisie le minimum de possibilités de pressions sur nous. Cela veut dire aujourd'hui pouvoir payer régulièrement tous nos fournisseurs dont les premières traites arrivent à échéance, alors que le premier versement des NMPP, n'est pas prévu pour tout de suite.

-d'assurer une maîtrise plus grande de la fabrication du journal : pour cela, il faut demander à un certain nombre de camarades d'abandonner leur travail, pour se consacrer à plein temps au journal si l'on veut un quotidien d'un contenu riche, varié, en prise sur l'actualité de chaque jour, si l'on veut progresser dans la mise en pages du journal... Ces camarades, il faut les payer,

-de pouvoir multiplier les reportages : aller à Fougères quand les travailleurs se mobilisent contre le chômage ou à Beauvais quand la bourgeoisie prononce la condamnation d'un jeune de là-bas, mais

aussi à Lisbonne, quand les masses se mobilisent contre le gouvernement réactionnaire, ou au Liban quand la population libanaise entre en lutte aux côtés de la Résistance Palestinienne, tout réclame de l'argent ;

-d'assurer une liaison permanente entre la rédaction du journal et l'ensemble de ses correspondants en France et dans le monde ;

L'argent, où allons-nous le trouver ! Où, sinon d'abord chez ceux à qui s'adresse le journal, et qui déjà s'y reconnaissent. Ceux que la bourgeoisie exploite au maximum. Mais aussi ceux qui savent que « cela ne peut plus durer », les milliers de ceux qui achètent le Quotidien du Peuple, parce qu'ils attendent de ce journal « quelque chose de différent ». Nous remercions ces camarades, souvent chômeurs, et qui envoient 20, 30 Francs, quelquefois plus. C'est ainsi que se construira votre quotidien. Sachons mobiliser autour de nous tous les lecteurs du Quotidien du Peuple pour rassembler les 50 millions.

Envoyez votre souscription, le résultat de vos collectes autant que possible des explications détaillées sur leur provenance, l'effort que cela a demandé, l'écho que cela a suscité. Faisons de la publication de la liste de souscription le reflet de la mobilisation autour du journal !

dans le courrier

Un ouvrier de Montceau

«je souhaiterais plus d'articles en bref, plus d'attaques contre le régime ; sur la situation en France il faut suivre la polémique de la gauche. L'article du FRAP («évadée des prisons frankistes») était de choc.

Au sujet du mouvement des cadres dans le nord pour défendre un des leurs, il me semble que dans l'est, dans les mines, il y a une huitaine de mois, les cadres avaient envoyé en justice après un «accident» les ouvriers qui travaillaient avec l'accidenté. J'espère que le Quotidien du Peuple pourra s'informer et fermer la gueule à ces salauds».

- Un lecteur de Paris 17^e en stage de FPA

«C'est avec enthousiasme que je vois chaque jour le Quotidien du Peuple devenir de plus en plus vivant, quotidien, populaire.

C'est ce qui nous détermine à en faire vraiment un Quotidien du Peuple.

Par exemple à propos de votre article «en bref» page 5 du n°5 : «une solution de désespoir», je souhaiterais voir ce que nous promet le socialisme dans les rapports entre vieux travailleurs et la société, parce que les mots d'ordre sur la retraite à 60 ans oublient un aspect important : l'isolement. Ce cynisme de la bourgeoisie que les directions syndicales reprennent à leur compte, rencontre la colère et le désespoir de ces vieux qui réclament la place qui est la leur.

Sur votre article «la formation professionnelle», je trouve qu'il y manque des aspects tels que des menaces de répression. Je

vous enverrai un article».

Des travailleurs antillais de Marseille

Dans le Quotidien du Peuple n°3 nous avons aimé l'article sur Idéal Standard, qui montre que les travailleurs français et immigrés doivent s'unir dans la lutte contre les patrons. Les autres journaux ne parlent pas de ça.

Le bloc note est bien parce que nous ne connaissons pas nos droits.

L'article sur l'histoire d'un prolétaire, c'est vrai. La situation de misère des travailleurs aujourd'hui est pire, avec les cadences, les déplacements, les accidents... Les travailleurs agricoles de chez nous eux-aussi ont la vie très dure : levés à 3 h du matin, jusqu'au soir 20 h... pour enrichir les békés.

L'article sur la Chine est intéressant, mais pas assez clair.

Des rubriques sur le cinéma seraient utiles. Souvent, nous immigrés n'avons pas la télé, et on va au ciné, après on regrette de s'être fait avoir. Ce serait bien si dans le journal on parlait des films intéressants à voir.

C'est bien un journal qui parle enfin des luttes des travailleurs français et immigrés. Nous ferons connaître le journal autour de nous...»

«Après mon boulot, je suis passé chez un camarade ouvrier espagnol, pour lui présenter le Quotidien du Peuple. Ce camarade travaille dans une importante boîte de Montreuil. «Franco est un assassin me dit-il. Mais l'heure a sonné pour la fin de

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au
208 65 61 PARIS
de 8 h 30 à 14 h

son régime... J'ai participé au sitting devant l'Ambassade d'Espagne... mais je ne connaissais ni le FRAP ni le PCR (ml). Peux-tu me parler de ces organisation ?

Ensuite, le Portugal : aucun Portugais de mon foyer n'a pu me dire quelque chose de précis. Qu'en pensez-vous au Quotidien du Peuple, ou la position de ton Parti ?

Une autre question que l'on discute souvent avec les gars de mon atelier c'est celle du mouvement révolutionnaire : car nous savons maintenant que le PCF suit une voie qui ne correspond pas à ce qu'il faut pour changer la société... Mais quand on regarde les révolutionnaires, ils sont divisés...

Une autre question : depuis que Giscard est au pouvoir, c'est toujours des grèves, les salaires bloqués, il y a beaucoup de licenciements, de chômeurs, il veut relancer la production mais il ne le fait pas. Où va-t-on avec tout cela, et qu'est-ce qu'il va se passer ? Et qu'est-ce que ton parti en pense ?

Ainsi ce camarade qui s'appretait à regarder un film à la télé, m'a fait monter dans sa chambre pour discuter de toutes ces questions jusqu'à 22 h 30. Et, comme il dit, il cause de ces problèmes avec ses camarades de l'usine. Mais ce ne sont pas les responsables syndicaux ni les membres du PCF qui peuvent répondre à leurs questions. Ces gens là ne parlent pas de politique à l'usine et, mis à part les bavardages sur les libertés, ils n'ont rien à apporter aux travailleurs. Le Quotidien du Peuple doit être le moyen de répondre à toutes ces questions que se posent les travailleurs face à l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie.

Le syndicat CFDT du Ministère des PTT n'a pas approuvé les agressions du Service d'Ordre de la CGT lors de la manifestation du 4 octobre à l'encontre de tous ceux qui circulaient sur les côtés de la manifestation avec des journaux, notamment le «Quotidien du Peuple». Le conseil syndical a adopté à l'unanimité une motion condamnant les exactions du SO de la CGT et exigeant que la CGT ne fournisse à l'avenir que 50 % du SO des manifs unitaires.
correspondant

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

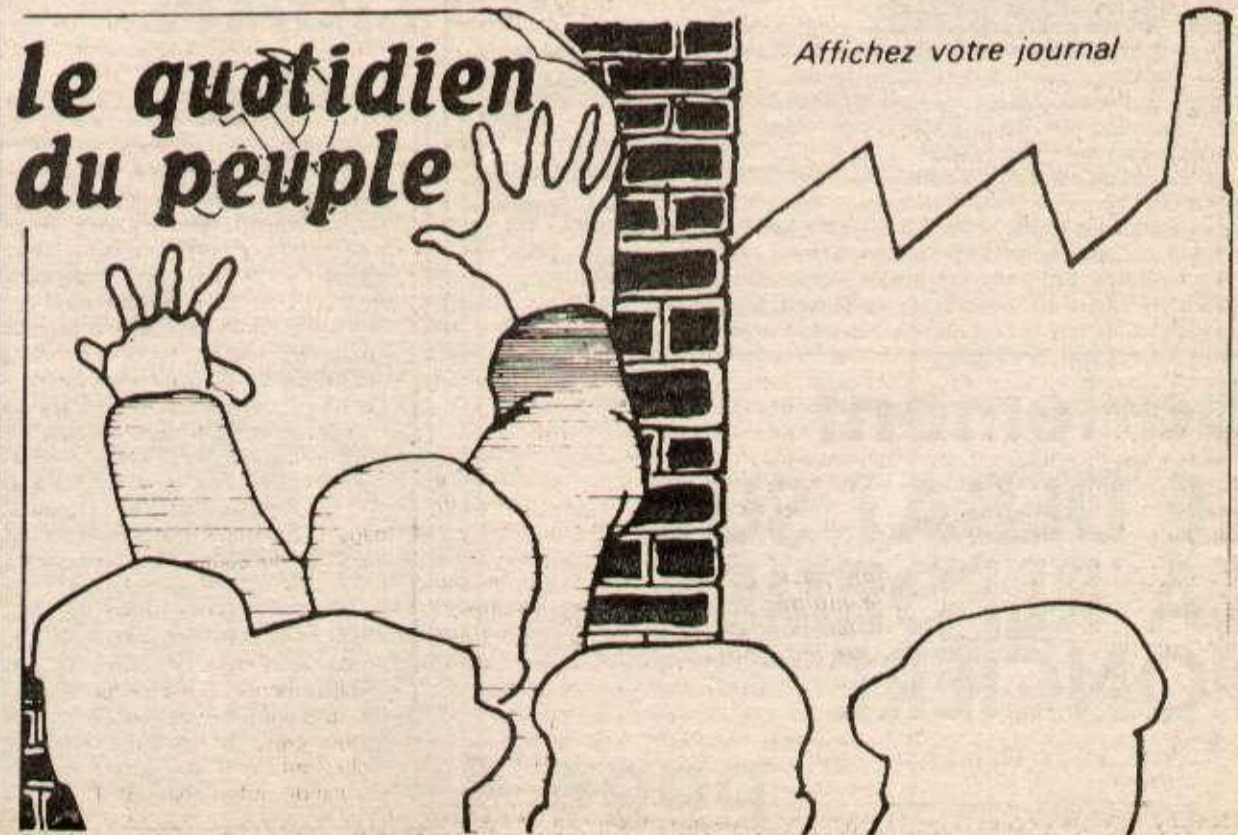
Nom
Profession.....
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE SOUSCRIS

Nom
Profession.....
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris



logement

DE 1958 A 1975 : 17 ANS DE RENOVATION URBAINE A PARIS

L'urbanisme parisien est un des domaines privilégiés du libéralisme giscardien. De récentes décisions l'attestent : remise en cause de la rénovation du quartier Italie, de la voie express rive-gauche, directives du président à Chirac pour veiller à limiter le nombre des tours et préserver le cachet des vieux quartiers.

Cette importance accordée à Paris n'est pas nouvelle, elle tient à son statut particulier de capitale d'un Etat impérialiste. La concentration des pouvoirs et du capital qui caractérise l'Etat dominé par la bourgeoisie monopoliste se traduit par une concentration géographique. La capitale, c'est le lieu où sont concentrés tous les leviers du pouvoir d'Etat, les centres administratifs, financiers. En raison de ce rôle stratégique de siège du pouvoir central, la ville de Paris ne possède pas le même statut que les autres villes de France, elle n'a pas de maire et le gouvernement s'est toujours attaché à la gérer directement, notamment en ce qui concerne son urbanisme.

La rénovation dont de nombreux quartiers de Paris portent les traces et que Giscard semble aujourd'hui vouloir remettre en cause est née avec le gaullisme. Le projet en a été élaboré en 58, dès la prise du pouvoir par De Gaulle et c'est sous son règne, puis sous celui de son successeur qu'elle a été mise en œuvre.

EXPULSER LES OUVRIERS

Le projet élaboré à l'époque partait de la constatation d'un état de fait : l'état de délabrement de certains quartiers parisiens et la vétusté extrême de la plupart des industries qui y étaient implantées. Citroën, Panhard, la SNECMA, ... se trouvaient confrontés à des difficultés croissantes, en raison de l'inadaptation de l'infrastructure à l'expansion de leurs activités, et à l'impossibilité de s'agrandir, seule solution sortir de Paris, transplanter leurs usines là où il y a de la place et une main d'œuvre abondante et à bon marché. Ces entreprises peuvent d'ailleurs se passer de la main d'œuvre qualifiée concentrée à Paris, et grâce aux nouvelles machines, utiliser majoritairement des

OS. Leur départ libère des espaces importants pour les promoteurs.

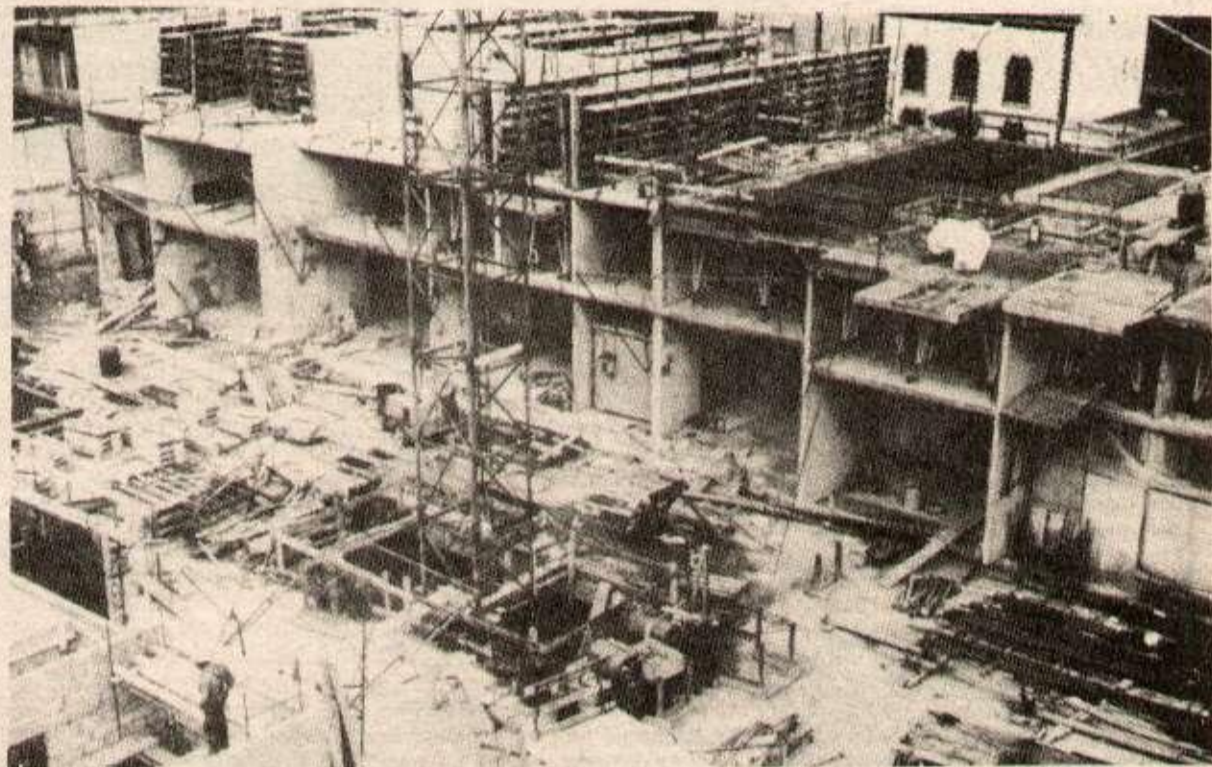
Quant aux flots insalubres, leur présence présente de nombreux inconvénients pour la bourgeoisie. Ils ternissent l'image qu'elle entend donner de la capitale et, surtout, ils représentent un grave danger potentiel pour son pouvoir. La bourgeoisie a déjà fait l'expérience, à plusieurs reprises, de la combativité de la classe ouvrière parisienne. Elle se souvient encore de la Commune : ce sont les descendants des Communards qui habitent ces quartiers vétustes et inconfortables, ce sont eux qui ont constitué le gros des troupes qui ont libéré Paris de l'occupant nazi, ce sont eux qui se sont dressés contre la venue de « Ridgway la peste » le général américain de la guerre de Corée en 1952 et ont élevé des barricades pour combattre la police. Le projet de la bourgeoisie, c'est donc d'écarter cette « classe dangereuse » du siège de son pouvoir. Le transfert des unités industrielles et la destruction des quartiers ouvriers, ces deux mesures doivent contribuer à vider Paris de sa composante ouvrière.

UN PROJET AMBITIEUX

A la place des usines et des travailleurs, que mettre ? Le projet élaboré par la bourgeoisie s'intègre dans le modèle d'ensemble qu'elle propose pour assurer sa collaboration de classe avec la petite bourgeoisie et une partie de la classe ouvrière. Ce modèle, c'est le modèle de consommation rehaussé de la phrase gaulliste sur l'indépendance nationale et le prestige international de la France. Paris, capitale de la France, doit devenir le symbole et le témoignage le plus achevé du projet gaulliste. Ce projet élaboré par Sudreau est particulièrement ambitieux, il se propose de marquer l'époque :

« Assainir, aérer, remettre en ordre, telle est la tâche à ne plus différer. Mais elle n'est plus suffisante. Il faut oser avoir une politique de prestige et que, de loin en loin, des portes monumentales, des places convenablement situées marquent une volonté nouvelle ».

Cette volonté nouvelle, c'est de faire de Paris la capitale du capita-



lisme financier et de la « société de consommation ». Le plan de rénovation prévoit une très forte concentration de bureaux : sièges d'administration de banques et de sièges sociaux de trusts décentralisés, créant une masse d'emplois tertiaires pour des employés supposés moins menaçants pour le pouvoir que les ouvriers. Le modèle de consommation reposant sur une forte extension du parc automobile, le plan prévoit également de tracer, dans et autour de Paris, de véritables autoroutes susceptibles de contenir le flot croissant de voitures individuelles. Pour que Paris apparaisse comme la vitrine du modèle de consommation, les immeubles qui y seront construits doivent témoigner de la croissance et du bien-être de la population d'où ces immeubles de standing, ces centres commerciaux de luxe qui remplacent les logements insalubres.

PARIS, PLACE FINANCIERE INTERNATIONALE

La concentration de bureaux à Paris répond d'abord à la nécessité de faire jouer à la capitale de l'Etat impérialiste un rôle mondial et de concurrencer efficacement les autres Etats impérialistes, conformément à l'orientation de la politique étrangère gaulliste. En effet, pour jouer ce rôle, il faut mettre à la disposition des grandes sociétés, des banques, l'infrastructure nécessaire, c'est-à-dire des bureaux modernes, parfaitement équipés, reliés par des transports rapides aux aéroports, et suffisamment concentrés géographiquement afin de réduire les coûts de communication entre les sièges des différentes sociétés. Divers projets naissent à cette époque : centre d'affaires international aux Halles, Cité Financière Internationale...

La prééminence du capital financier se traduit donc concrètement dans l'urbanisme parisien par l'occupation du centre de Paris par les établissements bancaires et financiers. Les 1^{er}, 2^e, 8^e et 9^e arrondissements sont quasiment devenus le terrain réservé de ces établissements. Dans ce périmètre, des rues sont transformées en voies piétonnières, et les parcmètres se multiplient, afin de décourager la circulation automobile ou du moins

la circulation des plus modestes, pour que financiers et hommes d'affaires goûtent à la tranquillité et au charme du cœur de Paris. *« Plus forte sera la concentration, plus courts seront les déplacements à l'intérieur de la cité, et donc moins important le besoin d'automobiles »* (citation d'une plaquette éditée par le groupement d'études pour le maintien d'une cité financière à Paris).

LA CRISE ACTUELLE

Les projets ambitieux du gaullisme dans ce domaine comme dans d'autres n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Seize ans après, la rénovation de Paris est remise en cause, de nombreux projets arrêtés.

Contrairement à ce qu'affirmait la bourgeoisie, ce ne sont pas les appartements les plus insalubres qui ont été détruits. Le XI^e arrondissement, le plus insalubre de Paris n'a pas été touché par la rénovation. Dans le XIII^e, les reconstructions se sont faites d'abord là où il n'y avait rien à détruire.

Les promoteurs sont aujourd'hui confrontés à un double problème :

- ils ont des difficultés à réaliser leurs profits en raison de la surproduction de bureaux et logements de standing : des tours entières restent vides aujourd'hui, les bureaux ne trouvent plus acheteurs ;

- leurs coûts augmentent, car ils doivent réloger les locataires qu'ils expulsent et qui luttent pour exiger un logement dans des conditions correctes, ils ont plus d'immeubles à détruire sur les parcelles où ils opèrent maintenant.

Pour eux, l'époque des superprofits dans les conditions de ces dernières années, se termine. Ils

cherchent donc à obtenir de la part du pouvoir des meilleures conditions pour poursuivre la rénovation. Il est possible également que la stratégie de redéploiement auquel l'impérialisme français a été contraint par les pays du Tiers Monde, l'amène à mobiliser les capitaux qui s'investissaient dans des opérations immobilières à Paris, dans d'autres secteurs : constructions d'usines dans les pays pétroliers par exemple.

En même temps, les travailleurs refusent de plus en plus l'urbanisme que veut leur imposer la bourgeoisie, qui correspondait à son modèle de consommation, et dont les contradictions se révèlent insurmontables : circulation quasi-impossible aux heures de pointe malgré l'élargissement et l'augmentation des axes routiers... Les masses contestent le confort illusoire mais très cher des appartements modernes, HLM, ou dits de standing, et le mode de vie imposé par l'urbanisme bourgeois qui conduit à l'individualisme, l'isolement et l'abrutissement.

Ce refus s'est traduit dans des luttes de locataires et d'usagers, pour l'amélioration des transports en commun, pour exiger l'abandon de certains projets, le relogement des locataires expulsés.

Pour remédier à cette crise, la bourgeoisie tente de définir une nouvelle orientation, plusieurs projets sont en discussion. Cette nouvelle orientation devra, si elle est un jour élaborée, donner l'impression de reprendre en compte certaines des aspirations des masses, mais surtout, sous ce paravent satisfaire aux exigences du capital financier.

Ainsi en va-t-il de la restauration prévue de certains quartiers qui évite certaines démolitions mais qui sert à justifier l'augmentation brutale des loyers dans ces quartiers. Les buts de la bourgeoisie : chasser notamment les ouvriers et les petits employés de la capitale, restent à l'ordre du jour puisqu'ils ne peuvent pas payer ces nouveaux loyers.

PARIS SE VIDE DE SES OUVRIERS

Chaque année 2 000 logements sur Paris sont transformés en bureaux. Entre 62 et 67, 740 000 m² de logements ont été convertis en bureaux. Dans chaque opération de rénovation une importante proportion d'immeubles construits est destinée à abriter des bureaux.

La raison de cet engouement est simple : la rentabilité particulière des bureaux. D'après les promoteurs qui minimisent pourtant leurs chiffres, une opération de bureaux a une rentabilité moyenne de 22 à 24%, alors qu'une opération de logements ne rapporte rarement plus de 10 à 12%. La construction de bureaux, contrairement aux logements, n'implique pas l'obligation légale de financer des équipements collectifs.

La construction de bureaux répondait à une très forte demande en location, c'est ce qu'explique la revue « conjoncture immobilière ». « Toutes les agences immobilières s'accordent pour dire que 80% des sociétés qui sollicitent leurs services cherchent à louer et 20% à acheter.

...Le montant de la location passe en frais généraux ce qui signifie que l'Etat en paie la moitié. Saint Gobain et Penarroya qui ont vendu leur siège social, pour ensuite se porter locataire du même siège afin d'accroître leurs possibilités de trésorerie ne sont pas des cas isolés. »

l'écrit par Lojine, dans la « politique urbaine dans la région parisienne 1945-1972 ».

LES LOGEMENTS DANS PARIS

Nombre de logements à Paris en 72 : 1 206 500 dont 17 000 résidences secondaires

60 200 logements vacants

61% DES 10 000 logements construits chaque année sont de haut standing, 15% sont des HLM

Entre 62 et 68 : 30 000 logements en moins

En 73, d'après les chiffres officiels 1 logement sur 3 est surpeuplé

Il y avait en 62 : 44% de logements sans douche, ni lavabo, ni eau courante.

politique

en bref..

15 JOURS POUR PAYER, SINON C'EST L'HUISSIER OU LA PRISON

La loi votée le 3 janvier 1975 concernant la répression des chèques sans provision entre en vigueur avec la parution au Journal Officiel du 5 octobre du décret fixant les modalités de son application.

Les mesures prises l'hiver dernier concernent les peines infligées en cas de non approvisionnement. Rappelons notamment qu'une émission inférieure à 1 000 F peut conduire à une peine d'emprisonnement d'une durée variant de 10 jours à 2 mois. Pour les chèques au dessus de 1 000 F, la peine est plus lourde encore de 1 à 5 ans de prison. Le décret publié fixe les modalités des poursuites. Désormais, toute situation de non approvisionnement devra être régularisée dans les 15 jours. Au-delà de ce délai, le procureur de la république sera informé et les poursuites s'engageront.

Ces mesures ne visent pas principalement la suppression des «escroqueries» mais bien la réduction de la plus grosse partie des émissions sans provision qui viennent des couches populaires.

En effet, les difficultés qu'on connaît pour toucher sa paye de mois en mois font souvent faire des chèques sans provision. 15 jours pour payer, voilà ce que nous donne la bourgeoisie sinon c'est l'huissier ou bien la prison.

SÉGUY ET MAIRE CHEZ CHIRAC

Séguy et Maire ont été reçus hier par Chirac. A l'ordre du jour, l'abaissement de l'âge de la retraite. A leur sortie de Matignon, Séguy tempêtait : «Nous avons demandé une réunion tripartite (c'est-à-dire avec le CNPF) afin d'aller plus vite». On se demande en quoi la présence du CNPF permettrait aux travailleurs d'arracher plus vite le droit à une vraie retraite.

Les deux compères ont profité de cette visite pour réaffirmer leur fameuse formule : «il vaut mieux payer des retraités que des chômeurs». Vraiment, quel mot d'ordre mobilisateur pour la classe ouvrière !

Pour la bourgeoisie, avancer l'âge de la retraite, c'est un moyen supplémentaire de mettre des ouvriers au chômage. Souvent, lorsque les patrons licencient, ils commencent par mettre en pré-retraite les vieux travailleurs et on sait ce que cela veut dire pour eux : vivre avec une pension dérisoire. De plus, quand on dit «payer des chômeurs», il faut rester sérieux, car enfin, 5 % de chômeurs touchent les fameux 90 % ET POUR LES autres, ce ne sont que de misérables et hypothétiques indemnités.

Mais Monsieur Séguy, lorsque vous dites que «l'avancement de l'âge de la retraite serait également salubre pour l'économie» de quel point de vue de classe vous placez-vous ? Quels intérêts défendez-vous ? D'après vous, il y aurait donc convergence d'intérêt entre les capitalistes et la classe ouvrière ? Les travailleurs, lorsqu'ils exigent le droit à une retraite décente ne se placent certes pas de ce point de vue.

reformes de la loi fonciere au parlement

Les députés commencent aujourd'hui l'examen du projet de loi de la « réforme foncière ». Cette loi est présentée avec grand tapage par le gouvernement comme une réforme très profonde de la politique d'urbanisme, ce que Galley appelle « une machine de guerre contre la spéculation ». Nous examinons dans cet article (voir p. 4) la signification pour les travailleurs de ce projet et des amendements présentés par plusieurs députés, au sein

même de la majorité. La question qui interesse les travailleurs, comme le montre le reportage (voir p. 3) réalisé dans plusieurs quartiers populaires de Paris, c'est de savoir, en définitive, si cette loi permettra d'améliorer les conditions de logement qui n'ont cessées de se dégrader depuis quinze ans, et d'enrayer la hausse continue des loyers.

Les premières études du projet de Galley laissent déjà prévoir l'évidente réponse.



Le nouveau projet de loi foncière, le 12^e depuis 15 ans, et la publicité qu'en fait le gouvernement, ont deux objectifs. Il s'agit d'abord, comme les précédentes réformes, de faire croire que le gouvernement est engagé dans une politique sociale «hardie» : les travailleurs connaissent déjà ce refrain : il signifie pour eux l'aggravation du chômage, de la hausse des prix, et des conditions de travail.

Il s'agit aussi pour le gouvernement de faire oublier les innombrables scandales financiers dans lesquels ont été impliqués directement ou indirectement des hommes politiques de sa majorité.

EN QUOI CONSISTE LE PROJET DE LOI ?

Il comprend trois axes essentiels : - la fixation par les municipalités

d'un maximum pour le coefficient d'occupation des sols (le C.O.S., c'est-à-dire la densité de logements) au-delà duquel, les promoteurs devront payer à la municipalité un droit de construire.

- le droit de préférence, pour les municipalités de plus de 30 000 habitants, dans l'achat de terrains ou d'immeubles.

- le droit de « participation pour les associations d'habitants à la politique d'urbanisme ».

C'est la première mesure, en particulier, qui, d'après le gouvernement, permettra de limiter la spéculation foncière. En fait, elle risque au contraire d'aboutir à une nouvelle hausse des prix car rien n'empêchera les promoteurs de reporter sur le prix de vente des logements, en particulier ceux des centres-villes, le droit de construire payé aux municipalités.

QUE VISENT CES RÉFORMES ?

D'une part, la bourgeoisie essaie de limiter la spéculation foncière ou du moins à essayer de la contrôler.

Certes, elle s'en sert sans scrupules pour financer ses partis et son personnel politique, notamment leurs campagnes électorales, que ce soit dans les municipalités (celles tenues par le PCF comme les autres), ou pour les campagnes législatives. Les nombreux scandales, tels celui dont le député UDR Rives-Henrys, fut la vedette, l'ont largement démontré.

Néanmoins, les plus-values foncières et immobilières comportent des frais parasites, difficilement contrôlables : elles font vivre en particulier une importante clique de parasites. Et bien que les capitalistes industriels tirent profit de la

spéculation immobilière, ils sont obligés de déduire de la plus-value extorquée aux travailleurs ces «faux-frais».

En outre les effets de la spéculation poussent les travailleurs à développer leurs luttes contre la paupérisation dont ils sont victimes et dont l'élévation des loyers constitue un élément important.

Pour les travailleurs, ce ne sont pas quelques réformes de la politique foncière, que ce soient celles du gouvernement Chirac ou celles du programme commun qui supprimeront les effets de la spéculation foncière. Gageons que celle qui sera votée prochainement se traduira par de nouvelles hausses de loyer.

Guy MORY

madame français moyen declare "j'ai peur des manifestations..."



Madame Français-Moyen, c'est Jeannette Avelange, 28 ans. Voilà la dernière trouvaille du «Point» en collaboration avec l'IFOP. Elle est, paraît-il, heureuse, sans gros problèmes. Pour une fois que le résultat d'un sondage pouvait se présenter en chair et en os, nous avons voulu nous rendre sur place pour voir de quoi il retournait.

Jeannette Avelange ne fait pas grève, sauf en 68 où on l'a obligée. Elle n'est pas raciste, mais n'aime pas bien vivre dans un quartier où il y a des algériens. Elle se déclare satisfaite de Giscard, mais aime quand même bien Mitterrand.

Le couple Avelange est jeune, élève deux enfants. C'est effectivement la situation de beaucoup de français. Ils gagnent près de 5 000 F par mois, roulent en «R 15», et utilisent les services d'une école privée pour leurs enfants. Voilà bien la situation des travailleurs en France ! Bien sûr, ils en ont «bavé» pour en arriver là. Mais c'est le passé, et à force de travail, on arrive à s'en sortir. Etonnés par cette réussite d'une «française moyenne», nous avons voulu interroger les habitants du quartier pensant, peut-être, retrouver la même situation.

Quelques centaines de mètres de la résidence de la Porte de Flandre, où ils habitent un F4 à 670 F par mois, c'est le quartier du Vieux Pigeonnier très peuplé. Une mère de famille nous dit :

«Elle a bien de la chance, la petite dame, d'avoir eu une augmentation de 50 % pour son salaire. Chez nous ce n'est pas facile, et nous ne sommes pas les seuls ; tenez, mon beau-frère vit avec nous maintenant, il travaillait sur Doullens à la SUEUR, l'usine a fermé et les autres ont réduit les horaires à 24 h ! Maintenant, il est chômeur.»

C'est cela, la situation à Amiens, et en Picardie en général : 40 000 chômeurs dont 8 000 à Amiens, un fort développement du chômage partiel et des bas salaires, y compris à l'usine LA LACTA où travaille, au service Statistiques, Madame Avelange.

Le chômage, la vie chère, Madame Avelange ne connaît pas. Bien plus, elle a peur des luttes : «J'ai du respect pour les ouvriers mais il est normal que les patrons cherchent à gagner le plus d'argent possible. Mais ce qui me fait peur, c'est la violence, les manifestations.

Vous êtes content, M. Poniatowski

GISCARD ET LA PEINE DE MORT

Le jeune Bruno, de Beauvais, ne sera peut-être pas guillotiné. Alors que Lecanuet applaudit à la juste colère des jurés des Assises de l'Oise et que la presse s'entend pour mener une attaque tous azimuts contre ceux qui créent l'insécurité, Giscard, lui, en profite pour redorer son blason libéral. Il aurait déclaré hier soir que «Désormais, tous les condamnés à mort seraient graciés mais que les réductions de peine seraient supprimées».

Double jeu que joue la bourgeoisie : d'un côté, on mène bataille contre la délinquance et plus généralement contre les jeunes, de l'autre, on leur pardonne, plein d'humanité. D'un côté, l'intoxication pour demander plus de flics, de l'autre la façade libérale.

Reforme Sudreau

Ce qu'en pensent les travailleurs

REPORTAGE A PEUGEOT MULHOUSE

1

Le premier volet de la réforme de l'entreprise chez Peugeot, à Mulhouse, c'est l'«enrichissement des tâches». Aux ateliers de montage des boîtes de vitesse, pour la «604», les ouvriers, au lieu d'effectuer une seule opération, montent l'ensemble de la boîte de vitesse ; il s'agit, pour la direction, bien sûr de «développer les compétences» et «d'accroître les responsabilités». Mais, derrière ce vocable, que se cache-t-il ? Un ouvrier nous renseigne : «Il faut dire une chose : cette expérience est peu développée ; ce que disent les gars, au bout d'un moment, c'est que le travail est toujours aussi monotone, répétitif. Au lieu de répéter un seul geste toute la journée, tu en répètes plusieurs». Un autre : «De plus avec ce système, tu perds tes primes, certains, même préféreraient revenir au travail à la chaîne». Voilà qui en dit long sur le caractère révolutionnaire de la réforme ! «De plus, cela ne peut être généralisé sur toute l'usine, il faudrait tout réorganiser, ce n'est pas rentable pour le patron».

L'espoir de la direction de «voir l'ouvrier s'intéresser à son travail» est déçu. D'ailleurs, Jeanmougin, directeur de l'usine le reconnaît lui-même : «Au démarrage, c'est l'enthousiasme, mais très vite, on revient à la routine. Peut-être, aurions nous intérêt à revenir aux anciennes méthodes, nous aurions peut-être entendu amélioration des cadences».

LES PRIMES PEUGEOT : LE MYTHE DE LA PARTICIPATION

La direction de Peugeot essaie d'associer les ouvriers à la bonne marche de l'entreprise, sur le thème «nous avons tous intérêt à bien travailler afin de récolter les bénéfices et les fruits de notre travail». A cet égard, sont instituées les «primes Peugeot».

• Les primes de lancement de nouvelles voitures : «L'octroi de cette prime est liée à 36 conditions. Pour obtenir la prime de lancement de la «604», il fallait manquer moins de 3 jours en 3 mois. Au bout de 2 jours, une partie était déjà enlevée». Le mécontentement est grand. Les gars ricanaient : «Vu les conditions, on ne la touchera jamais», disent-ils. Il est clair qu'il s'agit, sous couvert de faire participer les ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, de pallier à l'absentéisme dû à la fatigue, et aussi de tenter de faire accepter l'exploitation capitaliste à coup de quelques billets de mille.

• La prime de participation obtenue par le syndicat : certains ouvriers ont touché jusqu'à 680 f certaines années mais pour combien de milliards de bénéfice obtenus sur leur dos

Cette année, quelques miettes seulement ont été retirées. Dans les foyers Peugeot, dans l'usine, des notes de service ont été placardées stipulant «les bénéfices, cette année, sont négligeables, la production est en baisse». Comme nous allons le voir : les cadences, elles, ne le sont pas.



la chaîne de montage des boîtes de vitesse

LA CONCURRENCE ENTRE ÉQUIPES

Peugeot a institué la concurrence entre les équipes ou sur une même chaîne. Mettant en avant, par l'intermédiaire de la maîtrise, les équipes ou les individus qui font les meilleurs temps. Il s'agit de développer d'une manière feutrée, l'idéologie de la performance... et bien sûr les cadences.

«Dans mon atelier, certains finissent leur travail avec une heure ou plus d'avance, ce qui leur permet de se reposer. Les chronos se pointent alors à l'improviste et calculent leur temps qui est rapide. Ensuite, ce temps est imposé à tous, sans qu'il soit question de se reposer une heure».

Un autre exemple : «On me demande de faire 57 pièces à l'heure, mais je n'y arrive pas. Un jour, je suis monté à la direction mais on m'a répondu «Les autres le font, pourquoi pas vous ?» «Normalement on tra-

vaille sur une machine, sur une rectifieuse qui usine les «fusées» (axes de roue avant) mais un gars particulièrement doué, c'est dit de manière ironique, arrive à travailler sur deux machines. Il met une première pièce dans la première machine, une deuxième dans une autre et se dépêche de venir enlever la première pièce. Moi, ça me révolte ; de toute façon, ceux qui en profitent, ce sont les chefs.»

Comme on le voit, de l'enrichissement des tâches à la concurrence entre équipes, en passant par les «primes» maison, le but de la bourgeoisie est le même : tenter désespérément, devant la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail, de maintenir son système d'exploitation. Mais ces gadgets, ne sauraient empêcher le rejet de plus en plus grand de cette exploitation.

demain la suite de ce reportage
Richard FEUILLET

en bref..

CONTRE LE CHÔMAGE PARTIEL

A l'usine Rhodia Belle-Etoile de Saint Fons, les travailleurs ont engagé la riposte contre le chômage partiel. C'est le lundi 29 septembre que les mesures décidées par la direction devaient rentrer en application : un jour chômé sur dix, à tour de rôle, pour les travailleurs en 4 x 8, un vendredi sur deux pour ceux à la journée.

Dès lundi dernier, à l'appel des sections syndicales qui reprenaient en cela les aspirations de tous, la plupart des travailleurs se présentent quand même dans les ateliers. Par contre, des débrayages ont lieu aux heures normales. Les débrayages, une heure pour chaque équipe, ont été suivis quasiment à 100 %, décidés sur le tas, à des heures différentes, et sans préavis. La production est complètement désorganisée. Les opérations sont interrompues, aucune planification ne peut être respectée, le produit mis en attente dans les appareils est de mauvaise qualité ou inutilisable. La remise en route demande à chaque fois plusieurs heures.

Vendredi 3, un meeting était organisé par les syndicats. Depuis les grandes luttes de 67-68, jamais une action n'avait été autant suivie. Alors que les orateurs proposaient d'aller trouver la direction, un travailleur intervenait pour demander que l'on bloque les portes. Aussitôt dit, aussitôt fait, le trafic des camions était bloqué pendant la durée des débrayages.

A la sortie de l'équipe B, vendredi soir, les conversations s'engageaient sur le chômage partiel, sa signification, sur l'action en cours. Une chose est claire : ce chômage, pour tous les travailleurs avec lesquels nous avons discuté, c'est une manœuvre de la direction pour restructurer l'entreprise, et ce qu'elle cherche à terme, c'est des licenciements. Le mécontentement est grand.

«Il faudra passer à une autre forme d'action. Il faut discuter de ça dès maintenant. Il faut que l'unité se fasse entre les ateliers, les équipes et la journée, que les informations circulent.»

de wendel restructure

La restructuration de la sidérurgie ne touche pas seulement les aciéries, en Lorraine, elle touche aussi d'autres secteurs.

Ferembal, société d'emballage métallique en est aujourd'hui la preuve. Actuellement, deux sociétés, Ferembal et Carnaud Basse Indre (3 000 et 8 500 employés) se partagent 77 % du marché international de l'emballage métallique et sont regroupés dans le trust Marine Wendel.

Aujourd'hui De Wendel restructure : la moitié de Ferembal serait cédée à Usinor et l'autre moitié regroupée avec Roux (filiale de Carnaud Basse Indre). Marine Wendel conservant une participation dans cette dernière et dans Carnaud Basse Indre.

Ce démantèlement est aussitôt suivi de l'annonce de plus de 100 licenciements, dont 90 à Nancy.

L'usine de Nancy emploie actuellement 680 personnes. Massivement, les travailleurs se sont mobilisés pour lutter contre ce démantèlement et les licenciements.

Ils étaient plus de 500 à la manifestation organisée par les sections CGT et CFDT. De nombreuses affiches ont été collées pour populariser la lutte qui s'engage. Une réunion syndicale au niveau de la société va permettre de coordonner l'action.

Martine Vincent - Lyon.

INTERVIEW DE DEUX EMPLOYÉS

Samedi soir, nous nous sommes réunis avec des employés des Galeries Lafayette : Jean et Patrick, tous deux vendeurs aux Galeries. Ils nous ont parlé de leurs conditions de travail et de la lutte.

Quotidien du Peuple : Le transfert des Galeries à la Part Dieu, qu'est-ce que ça a changé dans vos conditions de travail ?

Patrick : un magasin luxueux, ce n'est pas ça qui améliore les conditions de travail. C'est simple : aux Cordeliers, les Galeries couvraient 8 000 m², ici c'est le double. Et ça, pour le même nombre de travailleurs.

Jean : ce qui fait que le travail a beaucoup augmenté. Ils sont même allés jusqu'à supprimer les sièges qui existaient aux Cordeliers. Plus question de s'asseoir entre les ventes, on range, on trie...

Patrick : Moi, par exemple, je travaille à la librairie. Jusqu'à 14 h, je range des bouquins. C'est hallucinant de voir défiler et de classer des centaines de volumes. Après je passe à la vente. C'est sans intérêt, aucune responsabilité. Si les clients nous demandent conseil, on n'a pas lu les bouquins. Ça ne fait rien, ce qu'on demande, c'est de lui refiler non pas celui qui pourrait l'intéresser, mais celui qui est le plus cher.

QdP : Dans le cours de votre lutte, il y a eu des contradictions avec la direction du mouvement. Comment a évolué la situation ?

Jean : C'est bien que la grève soit déclenchée même pas 3 semaines après l'ouverture du magasin à la Part Dieu.

Patrick : C'est positif qu'on soit

arrivés, les deux derniers jours, à entreprendre des actions comme le blocage des camions de livraison et celui des grilles. Ce n'était pas facile. Il n'y a jamais eu de lutte dure aux Galeries, et le paternalisme de Loquen, le patron responsable pesait encore lourd. Mais ce qui est inadmissible, c'est de voir que la responsable CFDT a accaparé la direction de la lutte. On aurait dû occuper dès le premier jour les «3J». L'idée courait dans la tête de nombreuses filles. Mais pour ceux qui tenaient la direction de la lutte il n'en était pas question. «Il faut rester dans la légalité, il y a bien d'autres moyens de lutte».

Jean : Pour la reprise du travail, elles auraient dû inciter les employés à dire non aux propositions de Loquen. Mais leur dire comme la responsable CFDT «faites comme vous l'entendez», c'était leur dire : «reprenez le travail».

QdP : vous allez reprendre le travail en n'ayant pour ainsi dire rien obtenu ?

Jean : J'espère bien que nous ne reprendrons pas le travail mardi. Pas question de recommencer sans avoir obtenu nos revendications, il faut qu'on rappelle aux employées la panique de Loquen quand on a bloqué son magasin. Il n'y a que ces actions dures qui le feront céder, car là, il perd vraiment de l'argent.

Patrick : Oui, mais pour cela ; il faut revoir la direction de la grève, ce n'est pas une seule personne qui doit la mener, mais tous les travailleurs, syndiqués ou non syndiqués, un comité de grève, en somme. C'est nous tous qui devons décider de notre lutte.

Galeries Lafayette

«à nous de décider de notre lutte»

Vendredi 26 septembre : à midi, les employés des Galeries cessent le travail. Depuis plusieurs jours, la grève couvait, et cela depuis l'ouverture même du magasin. Cette année, pas de vacances en août pour les travailleurs des Galeries ; il fallait s'installer à la Part Dieu : un mois de nettoyage, de déménagement, de rangement ; un mois, pour certains, à aller travailler à l'extérieur de Lyon, aux entrepôts, à ne pas rentrer chez soi avant 9 heures du soir. Tout ça pour 300 F de plus seulement.

Et une fois le magasin ouvert, des conditions de travail bien plus dures qu'aux Cordeliers, pour le même salaire : même pas le SMIG bien souvent. «J'ai six ans de vente en

salaire qui sert à se nourrir, à nourrir les enfants, à habiller la famille.

Vendredi matin, une semaine après le début de la lutte, elles se prononcent une nouvelle fois pour la poursuite de la grève. Pourtant, le découragement commence à gagner certaines. Sur le conseil de déléguées syndicales qui les incitent à se reposer, nombreuses sont celles qui restent à la maison.

Pendant les «3J», c'est la pagaille, le patron ne sait plus où donner de la tête.

Samedi, vers 17 H 30, Loquen propose une assemblée générale des grévistes. «Reprenez le travail, faites moi confiance, je vous promets qu'on règlera tous ces pro-



la Part-Dieu : Les Galeries

grande surface derrière moi », nous dit une gréviste. «Je suis aux Galeries depuis un an, et je touche 1250 F nets par mois.»

La plupart ne touchent pas 1400 F ; avec 18 ans de présence, catégorie 7, une vendeuse de fait 1566 F. Comment vivre dans ces conditions ? La plus grande partie du personnel est féminin. Mais comme toutes les femmes, les employées des Galeries ont besoin de leur salaire. Les nombreuses femmes divorcées ou mères célibataires qui travaillent le savent encore mieux que les autres. Ce n'est pas un salaire d'appoint, c'est un

blèmes, nous sommes une grande famille, il ne faut pas nous désunir». Et pendant ce temps, il faisait rouvrir les grilles.

Un vote à bulletin secret est décidé. Beaucoup de regards se tournent encore vers la déléguée CFDT : «Faites comme vous l'entendez... C'est pour la plupart des travailleurs une grande déception. De nombreux grévistes déchirent leur bulletin de vote. C'est dans ces conditions que la reprise était prévue pour ce matin, alors que de nombreux employés sont pour la poursuite de la lutte.

culturel

" la prodigieuse aventure du cuirasse Potemkine "

vu par Robert HOSSEIN

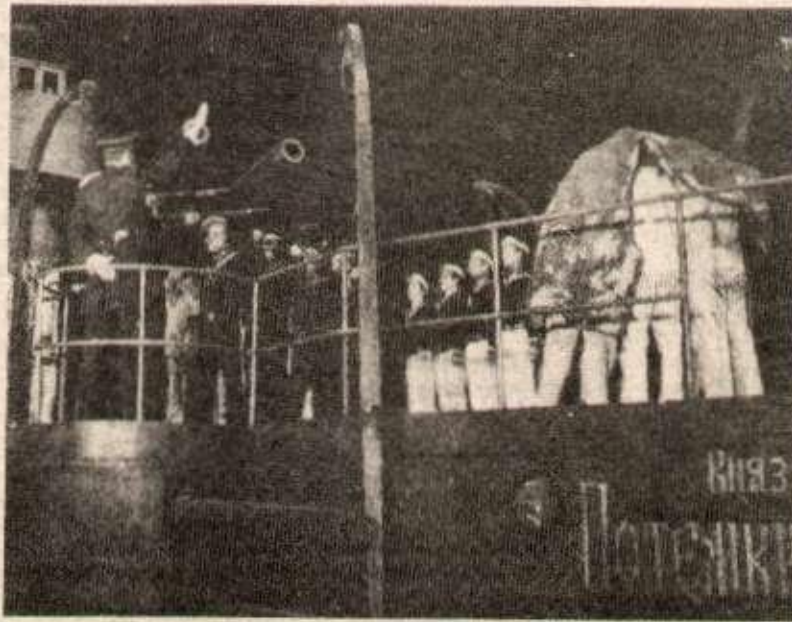
DU GRAND GUIGNOL REVISIONNISTE

1905 : Un puissant mouvement révolutionnaire soulève la Russie tsariste. La classe ouvrière se porte à la tête du mouvement pour le renversement de l'autocratie. Dans le cours de la grève générale politique, elle crée des soviets, embryons du pouvoir révolutionnaire. A Moscou, mais aussi dans plusieurs autres villes, des insurrections sont déclenchées. De véritables soulèvements paysans se développent dans les provinces.

Même si, après la défaite de l'insurrection de Moscou, la révolution de 1905 devait finalement ne pas parvenir à renverser le tsarisme, elle eut une portée immense : c'est dans ces grandes batailles que les ouvriers et les paysans se sont préparés, éduqués ; c'est à partir de cette expérience qu'ils ont pu s'engager dans la voie victorieuse de l'insurrection d'octobre 1917.

La révolte des marins du cuirassé « Potemkine » appartient à cette période. Elle montrait, comme d'autres mouvements de soldats et de marins à la même époque, qu'il était possible de désagréger l'armée tsariste, que les fils de paysans en uniforme pouvaient se rallier au mouvement révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière.

Mais, c'est tout le contraire qui ressort du grand spectacle monté par Hossein, avec Sorja et Decaux, assez proches du P.C.F. : pas un mot de la Révolution victorieuse de 1917 qui se dessine et se prépare. Ce qui est ressassé, c'est l'échec inéluctable, catastrophique de toute révolution armée.



La succession des tableaux accumule une assez remarquable collection d'arguments bourgeois, plus particulièrement révisionnistes, contre la révolution.

- Les masses ne pensent pas : on n'entend jamais parler, discuter les marins. Tout au plus, ils miment des discussions ou ils crient que la viande est pourrie. C'est tout.

- Les masses n'obéissent qu'à des instincts élémentaires : les marins (comme les habitants d'Odessa) apparaissent comme un troupeau, muet, ballotté par des mouvements successifs : la colère, la peur, la panique, l'abattement, la joie « naïve »...

- Les masses ont besoin d'obéir aveuglément à un chef, mais sont

capables aussi bien, de façon tout autant irréfléchie, de lui retirer leur confiance. C'est ce qui arrive, un moment, à Feldman, représentant du Parti Ouvrier Social Démocrate (le Parti de Lénine) et qui, brusquement, manque de se faire lyncher par les marins !

- Les masses sont divisées, fondamentalement : les marins et les habitants d'Odessa ; les marins des différents bâtiments de la flotte, etc... parce que chacun ne voit que son intérêt à court terme.

- Et surtout : les forces de la réaction sont invincibles. D'un bout à l'autre du spectacle, les cosaques en uniforme blanc et bottes luisantes parquent au pas cadencé, en bon ordre. Rien ne peut les arrêter. Aucun n'est jamais tué, blessé, ni même bousculé ! Ce sont les plus forts, ils gagnent à tous les coups !

Avec une complaisance macabre, plusieurs exécutions sont mises en scène, lentement, comme des cérémonies. De plus Hossein a rajouté une histoire dont il est le héros (muet bien sûr) et qui sert de « lien » entre les tableaux : arrêté au début, on le voit ensuite, à chaque « intermède », tournant en rond dans une prison. Pour finalement... être fusillé en poussant un grand cri... Refrain d'une des chansons : « J'attends la balle du fusil ».

Conclusion du spectacle : La peur du cosaque est le commencement de la sagesse. Ne prenez jamais les armes, soumettez-vous, résignez-vous. Hossein et son équipe emploient les grands moyens (financiers) pour inculquer cette salutaire peur du gendarme : sonos tonitrueant la canonnade, musique à flots, un, puis deux cuirassés sur scène, éclairages, pétards, effets de flammes, etc... comme au grand guignol.

Mais on vous laisse une consolation : « on ne tue pas la foi, dit le refrain final, on ne tue pas l'espoir ». L'espoir vague d'une évolution progressive, pacifique vers plus de justice.

Et pour être sûr que vous avez bien entéré toute idée de révolution, que la révolution pour vous, c'est du passé, de la légende, c'est un objet de musée, on vous vend disques et posters du spectacle à la sortie.

Gabriel FERREOL

« Tremblement de terre » UN NOUVEAU GENRE DE FILM POUR PRÊCHER LA COLLABORATION DE CLASSES

Los Angeles, un des points faibles de la croûte terrestre. Une catastrophe sans précédent se prépare, mais les habitants ne s'en doutent pas, tout occupés qu'ils sont à leurs problèmes personnels.

Et pourtant, de multiples indices l'annoncent :

- une tranchée s'effondre sur un sismologue,
- un garde du barrage en tournée se noie dans une cage d'ascenseur que l'eau a envahie,
- le ciment d'un pont se crevasse.

Un jeune technicien, affecté à des travaux de recherche, a réuni suffisamment d'indices pour affirmer qu'une catastrophe d'une ampleur exceptionnelle va se produire.

Mais, à lui tout seul, il ne peut convaincre le directeur du centre et les autorités de la ville qui refusent, de peur de se ridiculiser, de procéder à une évacuation préventive des habitants.

Mais voici que les alertes se multiplient de plus en plus importantes et le tremblement de terre a lieu.

CE QUE NOUS DEVRIONS COMPRENDRE

● C'est sûr, les hommes au pouvoir sont corrompus, veuls. Mais, devant le danger, ils savent organiser les secours et sauver leur prochain quel qu'il soit.

● C'est sûr, le flic est violent brutal, salaud. Mais il retrouve sa grandeur face au danger. C'est un « HOMME », alors, qui sauve les autres au péril de sa vie.

● C'est sûr, l'homme a de mauvais penchants. Parfois, il trompe sa femme. Mais il est capable d'héroïsme, d'oubli de soi. Et, de toutes façons, la « justice », qui fait bien les choses le punira de son égarement.

● C'est sûr, les périodes de catastrophe libèrent les mauvais instincts des hommes et cer-

tains apparaissent alors comme méprisables, mais, à ces moments, aussi, apparaissent les vrais héros qui leur règlent leur compte.

● Il y a de grandes fatalités et tous souffrent, mais la douleur des patrons est la plus tragique et ce sont eux qu'il faut plaindre, ce sont eux aussi qu'il faut admirer : chefs dans la vie de tous les jours, ils se retrouvent, aussi, seuls capables, face au danger, de prendre en main le sauvetage de leurs employés, et cela, par des actions où ils se comportent en héros qui savent se sacrifier.

A l'heure du danger, qui oserait encore parler de lutte de classes ? C'est pour le bien de tous que les patrons restent patrons.

UN FILM QUI TOMBE A PIC

L'agression physique que subit le spectateur pendant le tremblement de terre contribue très fortement à nous faire penser tout cela.

Le cinéma d'Hollywood avait déjà trouvé la couleur et les écrans géants pour nous mystifier. Il y manquait des sons, des secousses, des agressions sonores qui soient à la mesure de cette image. Le nouveau cinéma impérialiste les a trouvées.

La fatalité reste le principal personnage. Redoutons la et tremblons, dit le cinéaste et, au lieu de changer le monde, estimons-nous heureux comme nous sommes, où que nous soyons, quoi que nous soyons et quoi qu'on nous fasse.

Un film américain qui sert bien la bourgeoisie française quand elle veut que nous restion quand elle veut que nous restions tous unis, patrons et travailleurs, face à la crise, par partager les mêmes misères tout en faisant confiance à ceux qui nous dirigent, qui sauront eux aussi être malheureux.

un Correspondant de Besançon

appels des artistes de l'UPA et du FAP

Le 3 octobre 1975, à l'appel de deux groupements d'artistes : « l'Union Populaire de Artistes » (membre du FRAP) et du « Front des Artistes Plasticiens », une manifestation culturelle contre la terreur fasciste et les exécutions des militants révolutionnaires espagnols, devait se dérouler sur le terre-plein ouvert faisant partie du Musée National d'Art Moderne et du Musée d'Art Moderne de la ville de Paris.

Dès 13 heures un important déploiement policier s'est posté autour du Musée d'Art Moderne et a commencé à filtrer les visiteurs en interpellant et en arrêtant quelques sympathisants.

Vers 16 heures, aux explications demandées à la police par les autorités du Musée d'Art moderne et de la Biennale, il a été répondu que la manifestation culturelle pouvait avoir lieu si elle n'avait aucun caractère politique et ne comportait aucun slogan anti-franquiste (sic) !

La bourgeoisie perd son masque libéral et montre son caractère pro-franquiste dès que les artistes participent à la lutte des classes en Espagne.

En tant que producteurs de culture, cette attitude du pouvoir giscardien et ses provocations policières justifient notre action : nous sommes là pour que la culture ne serve pas à dissimuler la réalité mais soit indissociable des luttes populaires.

Nous appelons toutes les personnes impliquées dans la production et la diffusion de la culture, tous les intellectuels et artistes, à soutenir notre action et à intervenir à toutes les occasions pour dénoncer le franquisme et appuyer le mouvement populaire en Espagne.

Face aux multiples provocations policières, plus que jamais cette manifestation culturelle doit avoir lieu.

Nous sommes prêts à fournir aux lecteurs du Quotidien du Peuple nos expériences concrètes dans le but d'éclairer les liens de la culture avec les luttes populaires et de dénoncer l'art à l'usage de la bourgeoisie.

à propos d'histoire d'« O »

3 lectrices nous écrivent

Michèle, Florence et Hélène, nous sommes allées voir le film, lundi soir ; nous sommes ressorties, le film ne nous avait fait « ni chaud, ni froid » ; il représentait un monde complètement étranger au notre. Nous nous sommes simplement demandées comment ce genre de film pouvait sortir.

« O », pour bien prouver à son amant qu'elle lui appartient, lui obéit inconditionnellement, endure volontairement des humiliations, des brutalités, toutes sortes de supplices.

Le film commence dans un « repaire » d'hommes où les femmes sont battues et « disponibles » à tout moment, pour tous. Il se poursuit dans un « repaire » de femmes homosexuelles.

Plus « O » endure d'épreuves, plus elle en tire de plaisir. Cette « O » nous fait penser à l'humilité chrétienne qui veut que plus on en « bave » sur terre et mieux on méritera le paradis ! Son amant la livre à un homme brutal qui ne l'aime pas. Progressivement, cet homme sera fasciné par « O », en voyant tout ce qu'elle est capable d'endurer pour un homme et toute la violence sadique qu'elle exerce, à sa tour, sur d'autres femmes.

Suprême « amour » : que cette égalité dans la souffrance et l'égoïsme ! Aussi, pour savoir si son amant pouvait endurer, par amour pour elle, l'une des épreuves qu'elle a subie pour lui, elle lui brûle la main avec son cigare et il ne bronche pas.

C'est un film fasciste où l'égoïsme est à son apogée et la violence exacerbée ; où tout n'est que pouvoir des uns sur les autres, possession, appartenance, soumission, obéissance.

Tout est dans les sens : le plaisir ou la souffrance. C'est l'abandon total. Tous ces gens n'ont rien dans la tête, rien dans le cœur. C'est creux, c'est vide !

Voilà les productions culturelles d'un impérialisme en crise !...

Il y avait peu de monde dans la salle. Dès le début, plusieurs personnes sont sorties ! Ceux qui sont restés n'ont pas réagi.

A qui s'adresse ce film ? Il pourrait distraire, à la limite, des petits-bourgeois-en-mal-de-sanctions. De toute façon, il n'y avait pas d'ouvrier, dans la salle et ça nous a fait mal au cœur de laisser 10,50 F chacune au guichet.

Correspondantes Grenoble

LE LICENCIEMENT INDIVIDUEL

licenciements



Dans les articles précédents, nous avons vu la procédure de licenciement telle qu'elle existe depuis 1973. Nous avons aussi vu qu'un licenciement individuel doit être justifié par une «cause réelle et sérieuse».

LA CAUSE SÉRIEUSE DU LICENCIEMENT

1/ L'ancienne qualification des fautes

Avant 1973, il fallait distinguer plusieurs types de fautes, qui avaient des conséquences différentes pour le travailleur.

La faute légère. Elle justifiait un licenciement. En conséquence, le travailleur licencié n'avait pas droit à une indemnité pour rupture abusive, par contre il conservait son droit au préavis et à l'indemnité de licenciement en fonction de l'ancienneté : la répétition de fautes légères (retards nombreux et successifs par exemple) constituait une faute grave.

La faute grave. Elle privait du droit au préavis et à l'indemnité de licenciement. Seule la jurisprudence (c'est-à-dire les décisions des tribunaux) pouvait déterminer si une faute était grave ou légère. Constituait par exemple des fautes graves : le vol, les bagarres sur les lieux de travail, l'absence non autorisée sans motif valable, etc... Au dessus il y avait la *faute suffisamment grave* qui privait en plus des indemnités prévues par les conventions collectives.

La faute lourde. Elle faisait perdre toutes les indemnités, le préavis et l'indemnité compen-

satrice de congés payés. C'était une faute particulièrement grave devant révéler une intention de nuire (vol d'outils avec effraction, destruction de documents). Enfin existait la *faute particulièrement lourde*, qui pouvait entraîner une condamnation du travailleur à des dommages et intérêts envers le patron.

2/ La «cause sérieuse» du licenciement

La loi de 1973 n'a pas défini ce qu'est une cause sérieuse de licenciement. C'est la jurisprudence qui a commencé à le faire. Mais comme il y a une multitude de tribunaux, les avis se sont partagés entre deux interprétations.

Le problème est de savoir s'il faut distinguer ou non la cause sérieuse de la faute grave. Les cours d'Appel de Lyon et de Grenoble et d'autres tribunaux ont estimé que pour que la cause soit réelle il faut qu'elle soit constitutive d'une faute grave au sens ancien. Cette position a pour avantage d'empêcher en principe, toute une série de licenciements ou, du moins, d'entraîner, en cas de licenciement pour une cause non sérieuse, le versement au salarié, en plus des indemnités prévues par la loi de 1973, de l'indemnité de préavis. L'inconvénient, par contre, est que, si la cour estime le licenciement fondé sur une cause sérieuse, le travailleur licencié sera privé de cette indemnité de préavis, et de toutes les indemnités prévues par la loi (sauf les congés payés) et se trouvera les mains et le porte-feuille vides.

Par contre des cours d'Appel comme celles de Montpellier ou

Paris ont estimé que la *faute doit présenter un certain caractère de gravité sans pour cela être une faute grave*. Cela revient à considérer que la cause sérieuse correspond à une nouvelle catégorie de faute, à mi-chemin entre la faute légère et la faute lourde. L'avantage est que si le tribunal reconnaît que la cause du licenciement est sérieuse, cela n'entraîne pas pour le travailleur la privation de l'indemnité de préavis. L'inconvénient est que cela donne au patron la possibilité de licencier plus facilement, simplement en payant le préavis.

Il semble donc que la première solution soit moins défavorable pour les travailleurs : elle entraîne une définition beaucoup plus restrictive de la cause sérieuse et le patron peut hésiter à licencier car les sommes à payer seront beaucoup plus fortes. Cependant, cet avantage est tout relatif car on sait bien que le patron qui a décidé de se débarasser d'un ouvrier combatif ne recule devant aucun moyen.

En tout cas, une chose est certaine : une *faute légère ne peut plus justifier un licenciement*. Il faut que la faute ait une certaine gravité. Même s'il s'agit d'un licenciement pour motif économique ou d'une suppression de poste, les tribunaux vérifient maintenant le caractère sérieux des difficultés économiques invoquées. Ils n'hésitent pas pour cela à nommer des experts pour vérifier les comptes.

La loi a prévu des sanctions que nous verrons dans le prochain article.

Yves BEAUMONT

programme

MARDI 7 OCTOBRE

TF1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - QUOI DE QUI
21 h 15 - CES ANNÉES-LÀ : 1946-1970
22 h 15 - DE VIVE VOIX
23 h 00 - JOURNAL

A 2

18 h 00 - LES APRÈS-MIDI D'ANTENNE 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN «La femme de Jean»
23 h 15 - JOURNAL

FR 3

19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 40 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - INFORMATIONS
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
20 h 30 - UN DÉTECTIVE À LA DYNAMITE
22 h 15 - JOURNAL

MERCREDI 8 OCTOBRE

TF 1

18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - CÉCILE OU LA RAISON DES FEMMES
21 h 25 - MUSIQUE STORY
21 h 50 - ÉMISSION MÉDICALE «la hanche»
22 h 50 - JOURNAL

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30 - C'EST-À-DIRE
23 h 00 - JOURNAL

FR 3

18 h 55 - TITRES DU JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - INFORMATIONS
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - LA BELLE ÉQUIPE
22 h 20 - JOURNAL

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé :

La révolution de 48 s'est déclenchée. Norbert, attentif, parcourt les rues de Paris et s'interroge.

Après avoir visité les appartements, je sortis du Palais. Dans la rue, un rassemblement s'était formé autour d'un jeune homme de 18 à 20 ans que l'on allait passer par les armes pour avoir été trouvé porteur d'un rouleau de rubans tricolores et de six francs en menue monnaie qu'il avait dérobés. On lui attacha dans le dos une pancarte sur laquelle on avait écrit : « fusillé pour avoir volé. »

Un homme âgé, qui portait une grande barbe blanche, voulut s'opposer à l'exécution. allez-vous donc laisser fusiller ce jeune homme ? disait-il ; ce n'est pas un crime qu'il a commis, mais un simple enfantillage. Plusieurs des assistants auxquels je me mêlais, étaient de cet avis ; mais les exécuteurs nous traitèrent de complices du vol, ajoutant qu'on devrait nous faire subir le même châtiment qu'au

voleur. Le bon vieillard fit encore des efforts désespérés pour arracher la victime à ses bourreaux ; il criait de toutes ses forces qu'une pareille exécution était un crime, une infamie ; un acte de barbarie ; que la cause appartenait à la justice et non au peuple. Ce fut en vain. Après l'exécution, les fusilleurs se dispersèrent aux cris de : vive la République !

Le vieillard s'approcha du cadavre pour prendre son signalement ; la figure avait été respectée par les balles. Avec ce renseignement, nous dit-il, les parents pourront reconnaître leur enfant.

Ces pauvres ouvriers qui s'étaient laissés entraîner à commettre ce meurtre, sous prétexte de faire respecter la propriété, ne devaient pas tarder eux-mêmes à être massacrés par les mêmes individus qui les avaient excités à commettre cette faute. Si le peuple connaissait l'histoire, il ne se laisserait pas duper ainsi.

En rentrant chez moi, je vis le trône que l'on portait sur la place

de la Bastille pour y être brûlé. La ville était en fête, les rangs étaient confondus ; les ouvriers causaient fraternellement avec les bourgeois.

Au n°10 de la rue Saint-Ambroise vivait un ouvrier fondeur d'une trentaine d'années, de taille robuste. Personne n'ayant rien à faire pour le moment, la foule encombra la rue. Le fondeur parut, tenant un journal à la main dans lequel se trouvait un article qu'il lut à haute voix. Il y était dit toutes sortes d'horreurs des citoyens qui avaient planté l'arbre de la liberté, « les hommes, après s'être enivrés, s'étaient battus et avaient roulé sous les tables ; d'affreuses mégères les cheveux échevelés, avaient exécuté des danses indécentes ; d'honnêtes citoyens qui avaient voulu rétablir l'ordre avaient été maltraités par ces furies. »

Or, voici ce que je peux affirmer. Il y avait effectivement beaucoup de femmes et de jeunes filles qui étaient venues assister à la cérémonie de la plantation de l'arbre, en compagnie de leurs parents, mais

elles se retirèrent toutes après le discours du prêtre. Au banquet qui suivit, il n'y avait que des hommes non mariés, faisant presque toute partie des Ateliers nationaux.

Le fondeur ajouta : vous voyez comme on nous arrange. Ah ! Vous n'avez pas voulu supprimer l'administration civile et militaire ! Eh ! bien beaucoup de ceux qui m'écoutent ici iront finir leurs jours à Cayenne, et moi peut-être tout le premier.

A partir de ce jour mon fondeur ramassait tous les gamins qui voulaient bien le suivre ; il les menait sur la place qui se trouve vis-à-vis de l'abattoir Popincourt, et leur apprenait des chants patriotiques qu'il faisait répéter en cœur. « Il faut infuser à ces enfants l'amour de la liberté, disait-il, afin que si nous succombons dans la lutte, ils soient en état de la continuer en travaillant pour l'émancipation des peuples. »

La réaction gagnait chaque jour du terrain ; nous avions eu les journées du 15 mars et du 15 mai, les hommes les plus populaires, Bar-

bès, Raspail, Blanqui, ... étaient à l'ombre.

Le fondeur avait été surnommé la « Gazette du quartier » ; il n'y avait que lui qui se donnait la peine de penser un peu. Un soir, il dit : « On vient de supprimer les clubs ; Eh ! bien préparez-vous pour Cayenne ! » Il parlait souvent de Cayenne ; on commençait à s'y habituer ; mais on n'en croyait rien.

Le 15 juin, on nous apprit que l'on allait supprimer les Ateliers nationaux ; personne n'aurait pu penser qu'on allait couper les vivres du soir au lendemain à deux cent mille travailleurs. Le 16, les chantiers étaient supprimés. Les délégués que les escouades avaient envoyés au ministère pour savoir la vérité, revinrent consternés. Les ministres les avaient fort mal reçus en déclarant qu'il n'y avait plus d'argent en caisse. Le 17, nouvel envoi de délégués pour obtenir au moins que la suppression ne soit que partielle. Ils revinrent sans rien avoir pu obtenir comme la première fois.

(à suivre)

Dans les quartiers populaires et les camps de refugies au LIBAN

REPORTAGE DE
JEAN PAUL GAY

SUITE DE LA PAGE 1

A la Quarantaine, l'essentiel du terrain est la propriété de quelques grands chefs chrétiens maronites : ils veulent expulser la masse de la population qui s'est installée et a construit sans leur autorisation, ils appuient les agressions phalangistes de Gemayel qui veut liquider cette concentration populaire jugée gênante aussi près du centre de la capitale et de ses quartiers d'affaires.

Une des principales cibles des Phalanges a été la partie de la Quarantaine où vivent de nombreux chrétiens orthodoxes d'origine arménienne. Un vieil arménien qui habite dans le quartier depuis 50 ans, nous a fait visiter ce qui reste de l'église chrétienne rasée par les obus phalangistes qui ont atteint aussi un centre de la Croix Rouge et d'autres maisons en plein quartier arménien. « Les phalangistes attaquent tout ce qui est pauvre ! ».

Jonchant encore le sol des ruelles, nous avons vu les débris d'obus au phosphore lancés par les phalangistes et portant des indications gravées en hébreu : l'État d'Israël est un de leurs fournisseurs d'armes ; c'est pour une part aussi avec des fusils israéliens que les phalangistes utilisant des ambulances pour pénétrer à l'intérieur du quartier, ont attaqué la Quarantaine. Quant au roi Hussein de Jorda-

nie, autre pourvoyeur d'armes, il prend en charge l'entraînement de certains cadres phalangistes tandis que des mercenaires jordaniens sont enrôlés au service de Gemayel, pour 60 livres libanaises la journée, en période de combat.

Côté libanais, Gemayel reçoit l'appui de tous les réactionnaires dont Camille Chamoun, l'actuel ministre de l'intérieur. Celui-ci qui, officiellement, est « au-dessus de la mêlée », fournit hommes et armes de ses propres milices à son ami Gemayel, notamment dans la zone côtière

au sud de Beyrouth, ce qui est conforme à sa ligne de conduite, lui qui, en 58, alors qu'il était président du Conseil, n'hésita pas à faire appel à la 6^e flotte américaine pour mater le mouvement populaire.

Les phalangistes sont ainsi en relation étroite avec toutes les forces réactionnaires de la région.

Par les attaques contre la Quarantaine, contre Chiah, contre tout ce qu'on appelle ici « ceinture de la misère » qui, avec plus de 600 000 habitants, entoure Beyrouth et sa banlieue, Gemayel prétend « défendre les chrétiens » qui seraient menacés d'être « jetés à la mer » comme

les juifs le seraient par les palestiniens.

Mais, l'attaque des phalanges contre les masses populaires de la Quarantaine, par exemple, sans distinction de confessions religieuses, montre déjà que « la défense des chrétiens » n'est pas la plus grande préoccupation de Gemayel, même s'il réussit à enrôler une fraction de la petite bourgeoisie chrétienne qui voit sa situation gravement menacée par l'inflation. En attaquant les quartiers de la « ceinture de misère » de Beyrouth, les Phalanges veulent briser le mouvement populaire libanais dont la force s'est exprimée dans les derniers événements. Ainsi, à la Quarantaine, où les Phalanges ont été repoussées, après leurs premières incursions, par la population en armes. Les Phalanges veulent briser un mouvement populaire libanais qui grandit en étroite relation avec la Révolution Palestinienne.

Celle-ci est, selon les phalangistes, un exemple dangereux, car, en luttant pour réaliser quelle que soit l'appartenance religieuse, l'unité contre l'ennemi commun, impérialiste et sioniste, et en se fixant l'objectif d'une Palestine démocratique où vivront ensemble juifs et non-juifs, elle s'oppose par sa présence, aux tentatives réactionnaires d'enfermer la lutte populaire au Liban dans les contra-

ditions religieuses.

C'est une menace directe contre les Phalanges qui, elles, en appellent au fanatisme religieux et proclament que les Chrétiens ne survivront que si le Liban forme une enclave, à la manière de l'État d'Israël, coupé du monde arabe et de sa lutte anti-impérialiste, d'où les thèmes phalangistes sur le retour au passé, à l'ancienne Phénicie, sur l'appartenance du Liban au « monde occidental ».

L'acharnement des phalangistes, d'avril à juin, contre le camp de réfugiés palestiniens de Tall-Zaater s'explique ainsi : tenter d'empêcher la jonction entre ce camp où les organisations de Résistance sont fortement implantées et le quartier populaire libanais de Chiah, lui-même limitrophe du quartier chrétien de Ain-El-Remmaneh contrôlé par les phalanges. « Ce n'est pas seulement la présence armée de la Résistance à Tall-Zaater qui gêne les Phalanges, nous dit une responsable de l'Union des Femmes Palestiniennes dans le camp, c'est aussi le point d'appui qu'elle représente pour les forces progressistes, dans toute cette portion de Beyrouth, et l'attraction qu'elle peut exercer pour le peuple. Parce que dans le quartier phalangiste, les chrétiens n'appartiennent pas tous à des classes aisées, loin de là ! »

(à suivre)



Quartier de la Quarantaine, à Beyrouth. Une vue de l'église détruite par les obus phalangistes

ESPAGNE

conseil des ministres : répression aggravée

Hier soir, à 18 H., le résultat de la réunion du conseil des ministres de Franco n'était pas connu. On savait cependant qu'il devait décider du renforcement de la loi d'exception, et de l'intervention de l'armée au Pays Basque.

La répression se renforce : arrestation vendredi de trois membres du FRAP, samedi, de 6 membres de l'ETA, dimanche, de 5 prêtres de Madrid qui avaient lu un sermon affirmant « qu'un chrétien doit lutter pour la vie dans tous les domaines » : condamnation de l'assassinat des 5 fusiliés du 27 septembre. Dans les rues de Madrid, on arrête une femme parce qu'elle a dit devant une manifestation des phalangistes : « c'est cela le vrai désordre ».

Les supplétifs de la police, parfois policiers eux-mêmes, les « commandos du christ-roi », multiplient les attentats. Dimanche soir à Bilbao, un patron de café, Ignacio Echave, dont les deux frères sont réfugiés en France, a été abattu. A Séville, un car de touristes portugais a été endommagé par l'explosion d'une charge de plastic. A Barcelone, une bombe a été lancée contre un restaurant.

Cependant, au Pays Basque, une land-rover des gardes civils qui revenait de retirer un drapeau basque issu sur une église, a sauté sur une mine.

accord Franco-Kissinger des bases pour des dollars

Après de longues tractations, l'accord sur la présence des bases américaines en Espagne vient d'être renouvelé. D'un côté, Franco a dû renoncer pour une part à ses prétentions financières ; il n'obtient que la moitié de la somme demandée. Ce seront cependant plus de 500 millions de dollars (entre 2 et 3 milliards de francs actuels) qui viendront dans les caisses du régime fasciste.

D'un autre côté, le nombre des soldats américains sera quelque peu réduit. Plus de 30 bases, plus de 30 000 hommes, le haut commandement de la VI^e flotte, font cependant de l'Espagne, la première base mili-

taire américaine en Europe, comme le déclarait l'ancien ministre des affaires étrangères américain William Rogers : « La situation géographique de l'Espagne et sa gentillesse à permettre aux Etats-Unis d'employer son territoire pour l'installation de bases militaires et navales constitue une contribution d'une valeur considérable à la défense globale occidentale. »

Considérable, en effet, et le prix en est maintenant fixé : ces dollars qui ont le goût du sang des camarades espagnols, assassinés au moment précis où les conversations se poursuivent aux Etats-Unis avec Kissinger.

les soubresauts du fascisme



en bref en bref

TUNISIE : SOIXANTE-SEPT PEINES DE PRISON POUR LES REVOLUTIONNAIRES.

Le procès de Tunis qui jugeait 89 personnes dont de nombreux membres de « l'Ouvrier Tunisien », a condamné 67 d'entre eux à des peines de prison pour « atteinte à la sûreté de l'État et injures au chef de l'État, propagation de fausses nouvelles. »

Les accusés ont rejeté ces accusations et chanté des chants révolutionnaires pendant l'audience, notamment des chants palestiniens.

ARGENTINE : VIOLENTS AFFRONTEMENTS ARMES.

40 morts au cours d'une opération armée à Formosa, menée par les Montoneros, dimanche. A l'aéroport, un groupe prenait le contrôle d'un avion, tandis qu'un autre groupe tentait de prendre le contrôle des bâtiments. Au même moment, un groupe de plusieurs dizaines de personnes attaquait la caserne. L'avion redécollait emportant à son bord une partie des militants engagés dans les combats. Par manque de carburant, il était forcé d'atterrir dans un champ. Les guenilleros disparaissaient avant l'arrivée de la police.

Une action militaire de cette ampleur souligne l'acuité des contradictions dans ce pays. Depuis des mois, on assiste d'une part à une mobilisation de plus en plus grande des masses

et d'autre part à une répression de plus en plus violente. Cependant, une intense lutte de clans entre les factions de la bourgeoisie se développe pour liquider l'héritage péroniste et mettre sur pied une nouvelle politique.

TCHAD : NOUVEAU REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE CLAUSTRÉ

Hissen Habré, après avoir reçu la rançon exigée pour la libération de Suzanne Claustre, exigerait, d'après le gouvernement français, qu'il lui soit livré des armes. Tandis qu'il évacue les bases militaires du Tchad, le gouvernement français se trouve dans une impasse dans cette affaire, dont il ne parvient pas à maîtriser les conséquences.

Demain dans le Quotidien du Peuple, la suite du reportage-débat « Portugal : quel avenir ? »